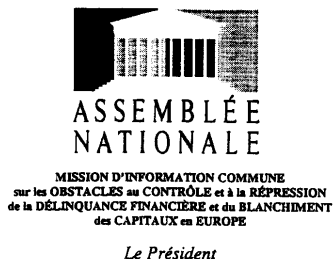


ANNEXE 8 (suite)  
Echanges de correspondances entre le Président de la Mission  
et les autorités monégasques



— 373 —

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Paris, le 7 avril 2000

Monsieur le Président,

Je me félicite comme vous du caractère cordial et courtois de notre rencontre, en décembre dernier, au Conseil national où vous nous avez si aimablement accueillis.

Je vous sais préoccupé, autant que nous le sommes, par le développement de la criminalité financière et du blanchiment de l'argent sale et soucieux de ne pas laisser la Principauté de Monaco risquer de devenir selon vos propres termes « un nid de sociétés *offshore* » menant des activités et traitant d'affaires qui iraient à l'encontre des intérêts et de l'économie de votre pays.

Aussi je regrette que le contenu de nos échanges, dont il est de tradition qu'il soit communiqué à nos interlocuteurs, suscite de votre part une aussi vive inquiétude.

Les parlementaires français travaillant dans la totale transparence, il est d'usage constant que les entretiens se déroulant dans le cadre de rencontres amicales soient publiés.

Si vous avez le sentiment que le compte rendu, établi par nos services, de cette entrevue ne correspond pas à la teneur de vos interventions, je vous prie de bien vouloir nous faire connaître vos observations que nous ne manquerons pas de publier contradictoirement.

Comme vous le savez, nous rencontrons lors de chacun de nos déplacements, nos collègues parlementaires et je vous redit tout le plaisir que nous aurions à voir votre Parlement participer à une mission interparlementaire travaillant sur ces questions qui nous préoccupent.

Soyez d'ores et déjà assuré, Monsieur le Président que la mission saura reconnaître dans les propos que nous avons échangés votre intention de lutter contre la délinquance financière et le blanchiment des capitaux.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'assurance de ma considération distinguée.

Vincent PEILLON

*Monsieur Jean-Louis CAMPORA  
Président du Conseil national  
22 rue du Colonel de Castro  
MC - 98000 MONACO ville*



ASSEMBLÉE  
NATIONALE

MISSION D'INFORMATION COMMUNE  
sur les OBSTACLES au CONTRÔLE et à la RÉPRESSION  
de la DÉLINQUANCE FINANCIÈRE et du BLANCHIMENT  
des CAPITAUX en EUROPE

*Le Président*

— 375 —

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Paris, le 19 avril 2000

Monsieur le Conseiller de Gouvernement,

Je me félicite comme vous du caractère cordial et courtois de notre rencontre, en décembre dernier, au Ministère d'Etat où vous nous avez si aimablement accueillis.

Je vous sais préoccupé, autant que nous le sommes, par le développement de la criminalité financière et du blanchiment de l'argent sale et soucieux de ne pas laisser la Principauté de Monaco risquer de devenir un lieu accueillant des sociétés *offshore* qui mèneraient des activités et traiteraient d'affaires qui iraient à l'encontre des intérêts et de l'économie de votre pays.

Aussi je regrette que le contenu de nos échanges, dont il est de tradition qu'il soit communiqué à nos interlocuteurs, suscite de votre part une aussi vive réaction.

Les parlementaires français travaillant dans la totale transparence, il est d'usage constant que les entretiens se déroulant dans le cadre de rencontres amicales soient publiés.

Si vous avez le sentiment que le compte rendu, établi par nos services, de cette entrevue avec vos collaborateurs et vous-même ne correspond pas à la teneur de vos interventions, je vous prie de bien vouloir nous faire connaître vos observations que nous ne manquerons pas de publier contradictoirement.

Soyez d'ores et déjà assuré, Monsieur le Conseiller du Gouvernement que la mission saura reconnaître dans les propos que nous avons échangés votre intention de lutter contre la délinquance financière et le blanchiment des capitaux.

Je vous prie de croire, Monsieur le Conseiller de Gouvernement, en l'assurance de ma considération distinguée.

Vincent PEILLON

*Monsieur Henri FISSORE  
Conseiller du Gouvernement  
pour les Finances et l'Economie  
Ministère d'Etat  
Place de la Visitation  
MC - 98000 MONACO*